Deuxième Année.— Numéro 165. CINQ CENTIMES *Samedi 13 Juin 1896*

L'ÉGALITÉ
de Roubaix-Tourcoing

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
NORD et Départements limitrophes	4 fr. 50	9 fr.	18 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS	5 fr. 50	12 fr.	23 fr.

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, Grande-Rue, 98 et Rue Desurmont, 12, TOURCOING
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ANNONCES
ON REÇOIT LES ANNONCES
A ROUBAIX, 23, Grande-Rue
A TOURCOING, 12, Rue Desurmont
A LILLE, 28, Rue de Fives

INFORMATIONS

(Par Service Spécial)

CONSEIL DU CABINET

Paris, 11 juin

Les ministres se sont réunis ce matin en conseil de cabinet, au ministère de l'agriculture, sous la présidence de M. Meline.

Le conseil s'est occupé des affaires courantes.

L'EXPLOSION DU « JAUREGUIBERRY »

Le ministre de la marine a entretenu le conseil de l'accident qui s'est produit à bord du *Jauréguiberry* en essai à Toulon. L'amiral Besnard a envoyé un de ses officiers pour porter des secours aux victimes.

LE PROCHAIN CONSEIL

En raison des obsèques de M. Jules Simon, le conseil des ministres de samedi prochain n'aura pas lieu.

LA COMMISSION DU TRAVAIL

Paris, 11 juin

M. Bourgeois, député des Bouches-du-Rhône, a commencé hier, devant la commission parlementaire du travail, la lecture de son rapport très volumineux, sur la proposition du citoyen Vaillant et de ses collègues socialistes, tendant à régler législativement les conditions du travail.

Rappelons que la commission a rejeté les dispositions qui avaient pour but de limiter la journée de travail à huit heures et de fixer un minimum de salaire. Elle a seulement admis le principe d'un jour de repos par semaine et décidé que l'Etat et les départements devraient imposer aux entrepreneurs, pour les travaux qu'ils feront exécuter, de ne pas indiger plus d'un dixième d'ouvriers étrangers.

HORRIBLE DRAME

San-Francisco, 11 juin

Une terrible tragédie vient de se dérouler à Campbell, petite ville de la Californie.

Un nommé James Dunham a tué, à coups de revolver et de poignard son beau-père, sa belle mère, sa femme, sa fille et deux domestiques.

Le seul survivant de cet horrible massacre est un bébé d'un an.

Le meurtrier est en fuite.

L'EXPÉDITION AU SOUDAN

Londres, 11 juin.

Sir Asquith, l'ex ministre de l'intérieur, parlant dans une réunion, a condamné l'expédition du Soudan.

L'emploi de troupes indigènes pour cette expédition aura, d'après lui, pour effet d'affaiblir la suprématie de l'Angleterre dans l'Inde.

L'AFFAIRE LOTHAIRE

Londres, 11 juin

Un télégraphie de Berlin au *Times* :

« La conséquence des attaques dont l'administration coloniale allemande a été l'objet de la part des défenseurs du major Lothaire, le ministre allemand à Bruxelles a adressé l'ordre de faire des représentations au gouvernement belge.

« Celui-ci, dit-on, écarte la demande du cabinet de Berlin, prétextant que cela ne le regarde nullement. »

LE CAPITAINE MARCHAND

Paris, 11 juin

On annonce que le général Archinard, directeur du comité consultatif militaire, vient de proposer pour le grade de chef de bataillon, M. le capitaine Marchand, chargé du commandement de la mission armée dirigée sur l'Oubangui.

Dès que cette nomination sera un fait accompli, la mission se mettra en route, contrairement à ce qu'on avait pu croire.

AU TRANSVAAL

Londres, 11 juin.

On télégraphie de Prétoria au *Times* :

« Le gouvernement du Transvaal surveille actuellement le mouvement des troupes que l'Angleterre a envoyées vers le Nord.

« Les quatre principaux prisonniers du comité de réformes ont offert au gouvernement boer une somme de 40,000 livres sterling pour leur mise en liberté. Dans leur esprit, cette somme devait être consacrée à des œuvres charitables, mais cette offre a causé un mécontentement au sein du conseil exécutif, et l'on craint que ce mécontentement ne retarde la décision du conseil relativement aux prisonniers. »

LES INONDATIONS

Caen, 11 juin

La voie ferrée est en partie inondée entre Saint-Mards et Lisieux.

A Pont-l'Evêque, la Touque a débordé et l'eau a envahi les rues de la ville.

LE PROCÈS JAMESON

Londres, 11 juin

Le procès Jameson a été repris à Bow-street.

Le premier témoin est le jeune Eloff, petit-fils du Président Krüger.

Il raconte comment il alla à la rencontre de Jameson, près de Krügersdorp. Il fut retenu pendant deux heures par Jameson, qui refusa de lui expliquer l'objet de son expédition.

LES TROUBLES DE CRÈTE

Londres, 11 juin.

On télégraphie d'Athènes au *Times*, d'après des sources autorisées, que les consuls étrangers à la Canée ont rendu, hier, visite à Abdullah pacha, gouverneur général. Les consuls ont protesté collectivement contre son manque d'énergie relativement aux atrocités commises par les troupes turques.

Les consuls ont affirmé au gouvernement qu'ils feraient des communications dans ce sens à leurs gouvernements respectifs.

Des bandes de mahométans manifestent devant le palais du gouverneur, à Retymo, demandant qu'on leur permette d'aller prendre leur revanche sur les chrétiens.

On continue de détruire et de piller des villages dans les environs de la Canée et de Retymo.

LACHER DE PIGEONS

Paris, 11 juin

Un lâcher important de pigeons anglais a eu lieu aujourd'hui à Cherbourg. Le citoyen Jourde a informé le ministre de la marine qu'il le questionnerait lundi prochain à ce sujet.

Le citoyen Jourde veut protester contre l'autorisation accordée aux étrangers de faire en France des expériences de cette nature.

AGAPES CAPITALISTES

Paris, 11 juin

Le président de la République et Mme Faure ont offert un dîner aux ministres et aux membres de la Commission du budget et des finances, ainsi qu'aux présidents des principales Commissions parlementaires. Il était composé de 96 couverts et a été suivi d'une brillante réception.

LES GRÈVES DE LIMOGES

Limoges, 11 juin

Des scènes de violences se sont produites devant les fabriques de porcelaines entre les ouvriers travaillant encore et les grévistes. Grâce aux mesures de police prises, elles ont été évitées. Chose étonnante, aucune arrestation n'a été opérée.

POUR MADAGASCAR

Brest, 11 juin

Le croiseur le *Fabert*, a appareillé à 2 heures faisant route pour Madagascar où il va remplacer le *Duquay-Trouin*.

Le *Fabert* est commandé par le capitaine de frégate le Forestier et restera deux ans à Madagascar.

BULLETIN DU JOUR

En mauvaise posture

La situation des journaux ministériels qui se trouve avoir soutenu un cabinet dont ils répudient la politique économique est en ce moment singulière.

Il résulte de cette situation des contradictions absolument monstrueuses et des positions vertiginantes.

Et, si un jour prochain, quelque rédacteur de ces journaux est appelé à rendre compte pour le ministère, devant ceux que les journaux ont fait pour les mettre au pouvoir, des fins de non-recevoir et des déceptions, il pourra, en temps et lieu, se prévaloir de ce succès.

Sur les 27 membres dont se compose la commission sénatoriale, 18 sont favorables au projet d'impôt sur le revenu, réduit à la minorité nos deux ou trois membres seulement.

Voilà, tout bas, ce résultat semble constituer un succès pour le ministère, et l'enthousiasme qui inspire aux journaux gouvernementaux semble tout naturel.

Aussi n'est-on pas médiocrement désorienté lorsqu'on voit ces mêmes journaux s'empresser d'expédier leurs félicitations pour déclarer tout net que ce succès n'est rien moins qu'un échec pour la politique financière du cabinet.

On avouera qu'la conclusion est inattendue. Voici d'ailleurs comment la motivent les journaux ministériels.

Si le cabinet, disent-ils, a obtenu pour son projet de loi de budget une telle majorité dans la commission sénatoriale, ce n'est pas que le Sénat approuve ce projet, bien loin de là.

Le Sénat poursuivent-ils, ne pousait, malgré ses répugnances, se prononcer contre ce projet, parce que c'est un allégement au gouvernement. Or, dans les circonstances actuelles, cet échec eût été particulièrement grave.

La nomination d'une commission hostile, — ce sont toujours les journaux ministériels qui parlent, eût pu provoquer une crise formidable en mettant ouvertement le Sénat en conflit avec le cabinet modéré et aussi, peut-être, avec la Chambre, sur la première réforme proposée. *Dans ces conditions*, le Sénat a estimé qu'il devait malgré ses répugnances, voter en majorité pour le projet du gouvernement, sauf à reprendre son vote et à donner libre cours à ses répugnances, lorsque le moment sera plus favorable pour une politique de résistance.

Ce qui veut dire, n'est-ce pas, que la majorité obtenue au Sénat par le ministère n'est qu'apparente, et qu'en réalité, il y est en minorité, ainsi que la Chambre Haute se réserve de le lui démontrer à la première occasion.

Cette constatation est grosse de conséquences graves pour le ministère. N'ayant à la Chambre que des majorités de hasard et de coalition, il est virtuellement en minorité au Sénat sur le plus important des projets qu'il lui sera donné de présenter.

Ce projet d'impôt sur la rente ne sera voté, s'il l'est, à la Chambre, que par ses adversaires ; il sera repoussé par tous ses amis de la Chambre et du Sénat.

C'est du moins ce que donnent à considérer comme inévitable les journaux qui le défendent.

Dans ces conditions, on se demande ce que représente ce ministère, quelle est son autorité et ce qu'il durera.

Il repose sur le sable mouvant des contradictions les plus absurdes ; le premier coup de vent le balayera comme un fétu de paille.

LE BILAN COLONIAL

Il est entendu que les opportunistes ont le monopole du patriotisme, comme ils ont celui de l'intégrité — demandez aux non-lieu du Panama et des Chemins de fer du Sud — ou du désintéressement — demandez à ceux qui se sont fait donner des ambassades, des recettes générales, des préfectures de première classe et autres fromages de Hollande.

Ce patriotisme, ils l'ont affirmé en désorganisant la défense nationale, en dégarnissant nos frontières et en envoyant sans cesse de nouveaux soldats dans ces colonies mangeuses d'hommes et de millions, qui seront la meilleure carte de l'ennemi quand viendra le jour des grands chocs de peuples sur les champs de bataille de la vieille Europe.

Quand on leur disait qu'une nation qui en dépit de ses intentions pacifiques peut être exposée à faire la guerre au moment où elle s'y attend le moins doit garder toutes ses forces pour la défense du territoire, ils n'avaient pas assez de dédains pour cette politique terre-à-terre. Ils exaltaient les bienfaits de l'expansion coloniale et déclamaient que le drapeau tricolore devait flotter sur tous les points de l'Asie et de l'Afrique dont nous pourrions ressaisir, nous emparer. C'était le moyen d'alimenter la vitalité de la race, de donner les essor au commerce de la métropole, de faire grand, pour tout dire, suivant la formule impériale. Cela permettait aussi de pêcher en eau trouble, d'obtenir des concessions et des pots-de-vin, de spéculer sur les mines, les canaux et les chemins de fer, et l'on sait si ils s'en sont privés.

***

On sait ce que la mise coloniale, à laquelle l'Allemagne complaisamment nous encourageait, nous a coûté d'hommes et d'argent. Le Tonkin, dont on disait il y a trois mois le pacification et où le brigandage bien plus terrible, est le nom de l'ensemble des colonies. On y a vu, sous les coups invisibles, fondre les bataillons, et le gouffre n'a pas encore cessé de se creuser. Nous y entretenons, à grands frais, une armée de fonctionnaires à l'usage des commerçants anglais et allemands, car ce sont les colons français qui manquent le plus.

La guerre du Dahomey qui ne pouvait avoir d'autres résultats que de sauvegarder les intérêts de trois ou quatre factoreries de la Côte des Esclaves, n'a pas été moins inutilement ruineuse. Le climat, plus dangereux que les balles et que les sagaies, a creusé de nombreux vides dans les rangs du corps expéditionnaire. Nous avons la encore, comme au Soudan et au Congo, d'immenses territoires où la plus grande partie du trafic, d'ailleurs fort restreint, est entre les mains de l'étranger.

Il nous restait à conquérir Madagascar. C'était la dernière faute à commettre, et nos Hanotaux n'y ont pas manqué — on sait au prix de quels douloureux sacrifices et malgré la plus criminelle des impérities.

Puis comme ces fermes diplomates avaient expliqué avec force détails — demander la *Revue de Paris* — que le régime du protectorat était bien préférable à l'annexion, ce *avaient* reproché au ministère Bourgeois d'avoir établi un système mixte qui allait un peu plus loin que le premier, mais un peu moins loin que la seconde, ils viennent de faire le saut complet, et, brûlant ce qu'ils avaient adoré, de proposer au Parlement de recourir à l'annexion pure et simple. Résultat, comme l'avait très catégoriquement établi Richelieu-Hanotaux, une notable augmentation de dépenses.

***

Or, au moment même où il déposait son projet de loi sur le bureau de la Chambre, on recevait les plus mauvaises nouvelles de Madagascar. Le brigandage régnait au nord comme au sud de l'île, et les colonnes chargées de le réprimer rentraient bredouille de cette chasse aux Fahavalos, ennemis insaisissables qu'on ne pourrait atteindre qu'avec des forces très supérieures à celles du corps d'occupation.

Les Fahavalos assassinaient les compatriotes, brûlaient les villages, razziaient les troupeaux ; impossible de s'aventurer dans la campagne sans être attaqué par les rebelles. Ces jours-ci encore Antsirabé était brûlé. La conséquence de l'annexion, lorsqu'elle aura été votée, sera de renforcer le corps d'occupation et d'envoyer là-bas de nouvelles troupes destinées à réprimer définitivement le brigandage. Mais, comme l'a fait remarquer judicieusement M. Hanotaux, il y a quatre mois, l'île est grande — plus grande que la France. Et nos compatriotes, dont près de six mille ont déjà laissé leurs os sur la route de Majunga à Tananarive, s'épuiseront à poursuivre ces nouveaux Pavillons-Noirs, semeront de leurs corps terrassés par la fièvre les chemins de l'île meurtrière.

En même temps, comme le constatait il y a quelques jours notre collaborateur Albert Goullé, de lugubres nouvelles arrivaient du Tonkin. La famine y règne en souveraine, et, en attendant qu'elle fournisse de nouvelles recrues à la piraterie et au brigandisme, elle décime les indigènes demeurés fidèles à notre drapeau. La récolte du riz a manqué, par suite de l'excessive chaleur, et on ne rencontre, en ce malheureux pays, que des visages d'affamés, que des faces de misère et de torture, que des mains tendues dans un geste qui implore.

Les indigènes vont frapper à la porte des mairies, font appel à la charité des colons ; mais les secours sont insuffisants et les routes sont semées de cadavres, ce ce pays dont on nous vante la richesse et où l'homme apaise sa faim avec une poignée de riz.

Tel est le résultat le plus clair de nos fantaisies coloniales. Nous sommes aussi impuissants contre la famine que contre l'insurrection, n'ayant jamais su rien organiser ni prévoir et en dépit des millions que nous coûte annuellement chacune de nos conquêtes, malgré les chemins de fer et les voies de communication que nous y avons établis, nous ne sommes pas plus en état d'y assurer l'ordre que de garantir l'existence aux peuples que nous avons soumis, — témoin encore l'Algérie et la famine de 1892-1893. Cela n'empêchera pas la Chambre de voter l'annexion de Madagascar et d'ajouter de nouveaux millions à l'écrasante carte à payer coloniale.

MERCUTIO.

L'ATTENTAT DE BARCELONE

Barcelone, 11 juin.

Un des blessés de l'explosion a succombé aujourd'hui. Ses obsèques auront lieu en même temps que celles du mort d'hier, et seront célébrées en grande pompe.

Les arrestations qui ont continué la nuit dernière s'élèvent déjà à 58. Un Russe, Ivan Ivanoff, journaliste, a été arrêté. On a trouvé sur lui une feuille intitulée : *Le Progrès de l'humanité*. Cet individu a déclaré qu'il n'était pas anarchiste, mais républicain révolutionnaire. Il a été écroué.

Le capitaine général de Catalogne a ordonné l'arrestation de tous les anarchistes étrangers résidant à Barcelone et dans la province. Cet ordre commence à être mis à exécution.

Madrid, 10 juin.

Le nombre des anarchistes arrivés ici ne dépasse pas six : un Italien, un Français, un Portugais et trois Catalans. Il y a actuellement à Madrid 64 anarchistes que la police connaît parfaitement et qui sont consignés sur les registres de la police. La plupart d'entre eux sont considérés comme des théoriciens. Une dizaine seulement inspirent quelque défiance et sont très surveillés.

Bien que les anarchistes de Madrid n'aient pas les éléments d'organisation dont disposent ceux de Barcelone, leur nombre s'est augmenté depuis ces derniers jours. Le préfet a reçu une lettre anonyme dénonçant plusieurs personnes comme étant anarchistes. Des perquisitions faites chez ces individus ont démontré que ces dénonciations étaient fondées.

De grandes précautions ont été prises à la Chambre, afin qu'aucune personne soupçonnée ne puisse pénétrer. La gendarmerie et la police qui en gardent les abords ont été *renforcées*.

LES ANGLAIS ET L'ÉGYPTE

Paris, 11 juin.

Voici les Anglais bien ennuyés à propos de l'affaire de la Caisse de la dette. On sait, en effet, que le tribunal mixte du Caire a donné raison aux porteurs de titres français et décidé, par conséquent, que les réserves du trésor égyptien ont des *affectations spéciales*, que la Grande-Bretagne ne peut les empêcher à solder les frais d'une expédition au Soudan et que, du moment qu'elle a entrepris ladite expédition, elle doit la payer de ses propres deniers.

Mais les Anglais font appel de ce jugement auprès de la cour d'Alexandrie. Soit. C'est leur droit. N'empêche que cette cour a souvent fourni des preuves de son indépendance. Sir Mikaël Hicks Beach, chancelier de l'Echiquier, qui n'avait pas prévu d'échec devant le tribunal mixte, espère que sa décision sera cassée. Laissons-lui cette espérance quoique tout porte à croire qu'elle ne se réalisera pas.

Que ressort-il du jugement rendu par le tribunal du Caire ? Ceci, c'est que l'Angleterre ne peut faire aucun emprunt au trésor égyptien sans l'autorisation des autres grandes puissances. C'est la thèse que notre gouvernement a constamment soutenue. Elle est adoptée par la juridiction compétente. Voilà qui est bien.

Au fond, les Anglais commencent à fatiguer l'Europe avec leurs prétentions exorbitantes. Leur attitude à l'égard de l'Egypte est considérée, par tous les peuples, comme une violation du droit des gens. L'Europe n'entend plus que les Anglais la regardent comme une quantité négligeable.

Et la question de l'évacuation de l'Egypte se pose plus que jamais. Je crois que l'on peut, dès aujourd'hui, croire qu'elle recevra une solution conforme aux désirs de tous, sauf aux désirs des Anglais.

CONGRÈS ANNUEL SOCIALISTE SUISSE

Berne, 11 juin

Le 20e congrès annuel de l'Union socialiste suisse a eu lieu à Berne, à la Maison du Peuple.

Sur l'appel de la commission exécutive qui siège à Zurich, les délégués ont répondu pour les associations suivantes :

Arbeiter-Union, de Bâle ; Société internationale des maçons, de Berne ; Algemeine Bildungsverein d'Interlaken ; Société des maçons de Zurich ; Société pour l'amélioration sociale, de Bâle ; Société des maçons de Lucarne ; section du noyau socialiste de Roesbach, Auesersinthalstrass, Winterthur, Lucerne.

Ont encore adhéré trois autres sociétés.

Le comité du Parti socialiste italien était représenté par le citoyen Angiolo Cabrini.

Les citoyens Bondolfi et Ferranoni ont été élus présidents.

UNE EXPLOSION A PARIS

Une explosion boulevard Haussmann. — Pas de dégâts. — Pas de victimes. — La bombe. — L'enquête.

Paris, 11 juin.

Une explosion que assurent-on à un attentat anarchiste, s'est produite cette nuit, 27, boulevard Haussmann, à 11 heures 1/2 exactement lorsque on sonna. Le concierge tira le cordon et presque aussitôt la porte fut refermée.

N'entendant personne monter dans le corridor, le concierge se leva, ouvrit la porte de la loge et ne vit rien que le passant et à ce moment précis un détonateur se produisit. Les locataires revenus en sursaut, descendirent aussitôt dans la loge et la police fut prévenue.

Dans le vestibule, on trouva les débris d'une petite boîte en conserve. — Un morceau du couvercle fut découvert auquel adhérait encore un bout de mèche. Sur place, on recueillit des capsules de cartouches de la poudre de chasse et des débris de tôle de fer, des clous, etc.

M. Guerin, commissaire de police, a commencé immédiatement une enquête. Il a fait rassembler tous les débris provenant de l'engin qu'a examiné M. Girard, chef du laboratoire municipal.

M. André, chef de la 1e brigade des recherches, est arrivé à quatre heures, boulevard Haussmann, et a procédé personnellement aux recherches en compagnie de M. Guerin.

Jusqu'à présent, on ne possède aucun indice permettant de retrouver l'auteur de cet attentat que rien ne faisait prévoir, car depuis quelques jours, la troisième brigade des recherches, que dirige M. André, exerçait une surveillance toute particulière à cause de l'attentat de Barcelone, et rien d'anormal n'avait été signalé.

Voici quelques renseignements complémentaires sur l'explosion :

Lorsqu'on sonna, à deux heures du matin, tous les locataires étaient rentrés et les concierges. M. et Mme Rousseau — le mari est chef des garçons à la Société de crédit industriel — n'ouvrirent pas. On sonna jusqu'à six fois.

Devant cette insistance, le concierge tira le cordon et, de la loge, Mme Rousseau entendit le frottement d'une allumette, puis aperçut une lueur. Elle prévint son mari qui se leva et voulut sortir, mais elle l'en empêcha. Au même moment la porte d'entrée se refermait doucement et l'explosion avait lieu.

Le 27 du boulevard Haussman est situé entre les rues Halévy et Meyerbeer ; c'est un grand immeubles à cinq étages, dont le rez-de-chaussée est occupé par deux boutiques, l'une à gauche peinte en jaune, où sont installées les bureaux de la Société générale de déménagement, l'autre à droite occupée par un marchand d'antiquités, M. Sarluis. Des autres locataires sont MM. Grunebaum frères, banquiers, Mme Isabelle, *modiste*, et Mme de Ferrari.

Les concierges croyaient, en ouvrant, que c'était M. J. de Ferrari qui venait chez sa mère. En effet, il avait envoyé un télégramme dans la journée.

L'enveloppe de l'engin était une boîte d'une livre de cacao Van Houten. On a ramassé après l'explosion 91 capsules de fusil Gras (ce sont des petites cartouches pour le tir en chambre), 70 cartouches de carabine Flobert et 7 cartouches de fusil Gras intactes.

L'engin était muni de deux mèches imbibées d'essence de térébenthine. L'auteur de l'attentat venait de les tremper avant d'entrer, car on a retrouvé sur le trottoir une traînée d'essence.

LE PARLEMENT

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 11 juin

Présidence de M. **Brisson**, président.

La séance est ouverte à 2 heures 10.

La législation du mariage

La Chambre adopte, après déclaration d'urgence, la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés adoptée avec modifications par le Sénat, portant modifications de plusieurs dispositions légales relatives au mariage dans le but de le rendre plus facile.

Les recherches scientifiques

L'ordre du jour appelle la première délibération sur la proposition de loi de **M. Audiffred** et plusieurs de ses collègues tendant à allouer aux divers laboratoires de nos facultés de médecine une somme de 250,000 francs pour recherches scientifiques.

M. Gabriel Dufaure. Je suis heureux de rendre hommage aux hommes de cœur et de génie qui ont continué l'œuvre admirable de M. Pasteur. Mais faut-il augmenter la puissance de travail des laboratoires officiels ?

L'Institut Pasteur est une des preuves les plus frappantes de ce que peut faire l'initiative individuelle. Quand on a donné la personnalité civile aux hôpitaux, on pouvait, avec un appel aux bonnes volontés, à la bienfaisance de tous ceux qui sont portés à faire des sacrifices pour le bien de l'humanité.

D'autre part, les crédits de la commission propose d'allouer aux divers laboratoires sont pris sur les ressources du parc mutuel, ou sur ce qui a été prévu à l'affectation de ces ressources, et les crédits des fonds de bienfaisance, dont on veut user les services de l'Assistance publique est inacceptable.

M. Bourgeois. Les laboratoires ont été dotés depuis quelques années d'une façon exceptionnelle. Il ne s'agit pas de savoir si l'on doit augmenter ou diminuer les crédits, mais si les laboratoires de l'Etat sont en état de résister aux générosités ministérielles.

M. Villejean. Le rapport de M. Audiffred déclare que la séroumédicale est mise à la disposition des médecins et d'intervenir efficacement en cette fois sans danger, lorsque la médecine a déclaré. Il ajoute qu'on pourra alors que l'on est aujourd'hui en mesure d'organiser [illegible] la découverte de [illegible] [illegible] [illegible]